

**HISTOIRE VIVANTE** Dans les années septante, le shah d'Iran devient un hôte de plus en plus gênant pour la Suisse. **14**

**RELIGIONS** Ecrite par des hommes, la Bible ne serait pas uniquement un guide du parfait machiste. **15**

le **MAG** L'industrie du jeu vidéo, dominée par l'Occident, perce désormais dans les métropoles africaines. **19**

# WEEK-END

**SOLIDARITÉ**  
**11**  
LE COURRIER  
VENDREDI 16 AVRIL 2021

Au Paraguay, les paysans accompagnent la révolte contre une classe politique incapable d'endiguer la crise. Rencontre avec Perla Alvarez, en cette veille de Journée internationale des luttes paysannes

## «Qu'ils s'en aillent tous!»

SERGIO FERRARI

**Paraguay** ▶ Le mois de mars a été marqué au Paraguay par de violents troubles sociaux, et tout indique que la contestation va se poursuivre. «Le détonateur est la crise sanitaire et économique engendrée par la pandémie, mais le mouvement exprime beaucoup d'autres revendications», indique Perla Alvarez Brites, dirigeante de la Coordination nationale des femmes rurales et autochtones (Conamuri) et représentante de l'internationale paysanne Via Campesina au Paraguay.

Dans ce pays sud-américain, 72% de la population n'a aucune sorte d'assurance médicale et l'Etat destine seulement 2,1% du PIB au secteur de la santé. «Les gens constatent l'effondrement du système de soins, le manque de vaccins et de médicaments contre le Covid-19, ils sont témoins de la spéculation apparue avec la crise et de la corruption d'un gouvernement qui s'est endetté encore davantage [notamment pour un montant de 1,6 milliard de dollars], officiellement pour affronter la pandémie mais n'a encore rien fait cette année. A la crise sanitaire s'ajoutent la hausse du chômage, la croissance des emplois informels et la débâcle du système éducatif», égrène la dirigeante syndicale.

En toile de fond apparaît le grave problème agraire. Au Paraguay, un pays grand comme dix fois la Suisse, 2% des propriétaires possèdent 85% des terres et les latifundistes et les multinationales de l'agro-industrie contrôlent le pouvoir



La Marche paysanne, le 25 mars à Asunción, pour réclamer une meilleure politique agricole et dénoncer la gestion de la pandémie. KEYSTONE

réel. Le pays est aujourd'hui le quatrième exportateur de soja et l'un des principaux producteurs de viande à l'échelle mondiale. Deux industries très largement à l'origine de la crise alimentaire, puisque l'agriculture familiale, qui, selon la FAO, fournit la majeure partie des aliments consommés au Paraguay, doit se contenter de la portion congrue: 91% des propriétés représentent à peine 6,3% de la superficie totale des terres agricoles.

Les inégalités sont extrêmes: dans le monde rural, une personne sur trois vit dans la pauvreté. «Tout le système est en crise», estime Perla Alvarez, et le remaniement ministériel opéré par le président, Mario Abdo, «n'a pas modifié les politiques de fond».

**Opposition impuissante**  
D'où le mot d'ordre «Qu'ils s'en aillent tous» entendu dans de nombreuses manifestations. Un rejet de la classe politique

dans son ensemble qui s'explique par la prééminence du Partido Colorado, au pouvoir presque sans interruption depuis septante ans, qui se sent propriétaire de la vie politique et institutionnelle. Or, en l'absence d'une organisation d'opposition crédible, personne ne parvient à canaliser ce ras-le-bol, l'extrême fatigue des gens, et à offrir une voie différente.

«Nous n'avons pas réussi à dépasser le caudillisme imposé par les partis traditionnels. Il

n'y a pas eu non plus de renouvellement des cadres dans les partis d'opposition et les dirigeants traditionnels se perpétuent, chacun dans son rôle.»

A cela, il faut ajouter le fait que «le mouvement social n'est pas parvenu à se remettre du coup d'Etat institutionnel de 2012 contre le gouvernement progressiste de l'ancien évêque Fernando Lugo arrivé au pouvoir en 2008».

Ce putsch visait tout particulièrement le mouvement so-

cial. «Quand le secteur privé et les partis de droite ont vu que le gouvernement Lugo, malgré les difficultés, encourageait la participation populaire, ils ont été pris de panique et ils nous ont durement frappés.»

### Apprendre à résister

Neuf ans plus tard, la répression gouvernementale n'est pas moins brutale, sans endiguer pourtant une mobilisation impressionnante. «Les femmes sont très nombreuses dans les manifestations et elles jouent actuellement un rôle essentiel dans le mouvement populaire ainsi que les jeunes.» Non seulement elles se mobilisent, mais encore elles gèrent les problèmes que crée la pandémie, s'occupent des malades et assument, dans de nombreux cas, la survie économique de leur famille.

En dépit de la combativité du mouvement social, on ne peut espérer que des changements structurels interviennent à court terme. Mais, en ces temps assez sombres, l'appartenance de la Conamuri à des réseaux comme Via Campesina et la Marche mondiale des femmes constitue «une lueur d'espoir». «Nous menons la même lutte, nous partageons les réflexions de millions de femmes paysannes du monde entier.» Et, bien que la résistance au Paraguay et le combat en Amérique latine ne soient pas faciles du fait de l'envergure du pouvoir qu'ils affrontent, le désespoir n'est pas de mise. «Il est important pour nous d'acquiescer la sagesse des peuples autochtones, qui, depuis des siècles, en silence, ont fait de la résistance leur mode de vie.»  
Traduction: Michèle Faure.

## Le sommet des Nations unies en danger

**Alimentation** ▶ Dans le cadre de la 46<sup>e</sup> session du Conseil des droits humains de l'ONU, qui s'est tenue à Genève en mars, Perla Alvarez a virtuellement présenté devant cet organisme, avec l'appui du Centre Europe-tiers monde (CETIM), la position de Via Campesina.

### Quel était pour vous le message le plus important à faire passer?

**Perla Alvarez:** Nous voulions rappeler à la communauté internationale que le droit à l'alimentation est un droit humain essentiel et qu'il doit être activement défendu. Notamment en prévision de la crise alimentaire qui s'approche du fait de la pandémie. Pour Via Campesina, qui est le plus grand mouvement international de notre secteur – avec plus de 200 millions de membres –, il est essentiel que les Etats protègent les zones rurales et promeuvent des systèmes agraires plus équitables et

plus transparents. Dans mon intervention, j'ai insisté également sur l'importance du rapport présenté récemment au Conseil par Michael Fakhri, rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation<sup>1</sup>.

### Qu'en est-il du prochain sommet sur les systèmes alimentaires que l'ONU a programmé pour la fin de l'année?

C'était également un point prioritaire de mon intervention. Nous observons avec une énorme préoccupation comment les lobbies qui défendent les intérêts de l'agronégoce ont «noyauté» les instances de préparation de ce sommet et rendent le processus opaque et excluant. Nous partageons l'inquiétude du rapporteur spécial quant au fait que les droits humains ne sont pas incorporés comme une priorité. Il semble que tout se concentre uniquement sur les solutions du marché. Elles ont pourtant fait la preuve qu'elles sont



**«Il est essentiel que les Etats protègent les zones rurales»**

Perla Alvarez

incapables de résoudre le problème de la faim, des inégalités et de la crise climatique. Nous insistons sur le fait que l'être humain doit passer avant la rentabilité économique rurale.

### Le mouvement Via Campesina a-t-il des propositions concrètes pour faire face, depuis le monde rural, à la menace de famine que fait peser la pandémie?

Naturellement. Nous sommes convaincus que les solutions qui se fondent sur nos systèmes alimentaires durables, comme l'agroécologie, sont valables. Je rappelle qu'elles ont été reconnues dans la Déclaration des Nations unies de 2018 sur les droits des paysans. La façon dont est conçu ce sommet met en danger les droits humains et va à l'encontre de la raison d'être des Nations unies, qui est une organisation d'intérêt public et non privé. **SFI**

<sup>1</sup> undocs.org/es/A/HRC/46/33

## LA TÉLÉVISION, UN INSTRUMENT PUISSANT

Perla Alvarez Brites est depuis plus de vingt ans une référence de premier plan pour le mouvement social au Paraguay. En 1999, elle a fondé la Conamuri avec trois cents femmes organisées en une centaine de comités. Cette structure fait elle-même partie de la CLOC (Coordination latino-américaine des organisations paysannes), de Via Campesina, de la Marche mondiale des femmes et du réseau ALBA des mouvements sociaux. En 2014, à la demande de la Conamuri, elle a animé une émission de télévision sur la cuisine traditionnelle. L'objectif était politique: il s'agissait d'aborder sur une chaîne publique la question de la souveraineté alimentaire et de mettre en valeur le travail des familles paysannes et autochtones: «Il fallait faire connaître et valoriser l'énorme travail que représente la production agricole qui assure l'alimentation de tous.» Grâce à cette présence dans un média de grande diffusion, M<sup>me</sup> Alvarez et son organisation ont acquis une grande visibilité. «Je suis devenue pour beaucoup une référence pour ce qui est des questions de souveraineté alimentaire et de culture paysanne ou autochtone.» **SFI**